"fait donation entrevifs à la future épouse, ce acceptant, de la somme de \$2,000.00, qui lui sera payable à demande en aucun temps après la célébration du mariage, en un seul paiement ou par paiements partiels au choix de la future épouse, laquelle somme cette dernière devra employer en achat de meubles meublants et effets mobiliers de ménage jusqu'à due concurrence de la dite somme de \$2,000.00 est une donation entrevifs.—p. 103.

SAISIE-ARRÊT APRES JUGEMENT, tiers-saisi, congé-dé-faut, frais: Le tiers-saisi n'est pas tenu de faire sa déclaration si le bref de saisie-arrêt n'est pas rapporté.—p. 172.

Le tiers-saisi étant une des parties en cause, dans une saisie-arrêt après jugement, a droit de demander par motion congé de l'assignation, avec dépens contre le saisissant, si le bref n'est pas rapporté, ou s'il a déclaré ne rien devoir et qu'on n'ait pu justifier qu'il doit au saisii.—p. 172.

SAISIE-ARRÊT APRES JUGEMENT, vente judiciaire de bestiaux saisis, mesure provisoire, discrétion de la Cour: En principe, le juge a le droit d'ordonner toute mesure conservatoire lorsque l'intérêt des parties l'exige, surtout dans les affaires provisoires requérant célérité, ce principe est indéfini et il n'est soumis qu'à une sage discrétion de celui qui l'exerce.—p. 126.

La vente des bestiaux saisis peut être ordonnée lorsque le juge trouve qu'il est de l'intérêt des parties intéressées qu'il en soit ainsi.—p. 126.

SCIRE FACIAS. V. Banque.—p. 428.

SENTENCE ARBITRALE. V. Chemin de fer.—p. 289.

SÉPARATION DE CORPS, autorisation de résidence, pays étranger: Un juge de la cour Supérieure a le pouvoir, absolu et discrétionnaire, d'autoriser la femme qui demande à poursuivre son mari en séparation de corps d'aller résider pendant l'instance ailleurs qu'au domicile du mari, même d'aller se fixer en pays étranger.—p. 97.

SÉQUESTRE, saisie-gagerie en expulsion, meubles saisis, loyers des sous-locataires: Bien que l'article 1823 du Code civil n'est pas limitatif, le séquestre ne doit être ordonné que pour des raisons graves.—p. 199.

Il n'y a pas lieu de nommer un séquestre pour prendre soin de meubles qui sont déjà sous saisie dans une saisie-gagerie, et sous la charge d'un gardien judiciaire; ni pour se charger de la collection des loyers de sous-locataires,